



SECTION
DE LA
SARTHE

« L'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible »

(Saint Exupéry)

**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques**

Déclaration liminaire du CSAL du 21 novembre 2023

Monsieur le président,

En 2020 vous nous avez présenté le plan du démantèlement de la DDFIP 72 qui devait servir de base de discussion, et surtout d'avancer à marche forcée.

Aujourd'hui, nous sommes à l'heure du bilan. Entre temps, 12 trésoreries sur 15, anciens modèles, ont fermé et ont été remplacé par des services de gestion comptable (3) et par des CDL et également des services de proximité (FS). Pour les SIE ils sont passés de 4 à 2, pour les SIP de 5 à 3. Le grand perdant c'est le site de St Calais et sa région dévastée.

Vous êtes donc satisfait du travail accompli, nous moins.

Et tout cela pour quoi, pour qui? Faire moins de dépenses? Vous nous dites que vous avez dépensé pour la mobilité mais 80 agents en moins en moyenne à 25 000€ par an, charges comprises, c'est 2 000 000 € de salaires en moins. Un site supprimé c'est moins de charges de fonctionnement. Gagnant gagnant? Les dépenses salariales sont de même niveau avec moins d'agents. Trouver l'erreur.

Par ailleurs, à l'heure où l'on parle d'attractivité, de mobilité, comme on parle de mixité sociale dans les quartiers des villes, on constate que les décideurs sont moins impactés par ces mesures.

Aujourd'hui encore, la suppression de 600 emplois dans le réseau ne vont pas améliorer une charge de travail déjà intenable dans les services territoriaux et génératrice d'un stress mesuré au travers de l'observatoire interne. Voilà qui en explique la dégradation plus sûrement que toute autre explication sophistiquée.

La DGFIP démontre une fois de plus, chiffres à l'appui, que le P (de proximité) de l'acronyme NRP n'était qu'une fausse promesse pour les structures qui en sont issues. La poursuite obstinée de cette politique rend la stabilisation ou la consolidation à l'horizon 2027 rien de moins qu'illusoire.

Pour FO DGFIP, casser le thermomètre n'a jamais fait baisser la fièvre et la dette en emploi est au moins aussi réelle que la dette technologique que la cour des comptes a mis près de 10 ans à reconnaître. Il faut d'urgence revenir à une mesure de la charge réelle de travail mission par mission et y adapter le niveau d'emploi.

- Balf syndicale : fo.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr

- Site Web départemental FO-DGFIP : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/072/>

On ne peut vouloir « en même temps » la lutte contre la fraude, transférer sans cesse de nouvelles missions sans les emplois correspondants, réussir la transition numérique en plaçant l'intelligence artificielle au service des agents plutôt que la jouer contre eux, prendre toute notre part dans la transition écologique, endiguer les progrès d'un management toxique qui se nourrit de la pénurie ou améliorer durablement les conditions de travail et négocier sur les moyens législatifs , budgétaires et humains.

A l'évidence, il faut d'urgence redonner à l'administration qui permet le financement de l'ensemble des politiques publiques, les moyens de continuer à exercer l'intégralité de ses missions qui toutes concourent à une cohésion sociale plus fragile que jamais ou tout cela finira mal.

C'est aussi cela qu'il s'agit de consolider, FO DGFIP le dit depuis longtemps : renforcer la DGFIP c'est renforcer la République.

C'est dans cet objectif que tous les acteurs décisionnaires jusqu'aux membres des assemblées parlementaires doivent tendre. Un État respectable est respecté.

- Balf syndicale : fo.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr
- Site Web départemental FO-DGFIP : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/072/>